



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des
Affaires juridiques



Numéro 360 - 22 juin 2023



ÉDITO



Didier-Roland Tabuteau, Vice-président du Conseil d'Etat

A l'occasion de la publication du bilan d'activité 2022 du Conseil d'Etat, Didier-Roland Tabuteau revient sur les missions juridictionnelles, consultatives et d'analyse des politiques publiques de cette institution, garante de la stabilité du cadre institutionnel comme de la dynamique de l'action publique.



[Lire la suite](#)

Institutions

Rapport annuel du Conseil d'Etat : retour à une activité « normale » après plusieurs années atypiques liées à la pandémie

L'année 2022 est marquée par un retour à une activité « normale » pour la juridiction administrative après plusieurs années atypiques liées à la pandémie. Cette période a profondément modifié les modalités de travail de cette dernière sans pour autant que la qualité du service rendu à l'utilisateur du service public de la justice administrative n'en soit altérée.

[Lire la suite](#)



Juridictions



Les décisions rendues en formations solennelles de la Cour de cassation ont dorénavant leur lettre

La Cour de cassation propose un nouveau format de publication quadrimestrielle relative aux décisions rendues en assemblée plénière et en chambre mixte.

[Lire la suite](#)

Publication du décret n° 2023-434 du 3 juin 2023 relatif à la rémunération des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires

La modification de la rémunération des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires vise une meilleure prévisibilité des frais de justice lors des procédures de liquidation judiciaire, prend en compte les enjeux et la complexité des dossiers traités et précise les critères des rémunérations « hors barème ».

[Lire la suite](#)



Commande publique



La Cour de Justice précise le degré de justification que doit apporter un pouvoir adjudicateur lorsqu'un candidat évincé l'interroge sur le caractère anormalement bas de l'offre retenue.

Le pouvoir adjudicateur est tenu de fournir les raisons détaillées qui l'ont conduit à ne pas déclarer une offre comme anormalement basse lorsqu'un candidat évincé lui en fait la demande expresse, même si l'offre ne lui est pas apparue irrecevable lors de son contrôle « prima facies ».

[Lire la suite](#)

Le Conseil d'Etat restreint l'accès au référé précontractuel en cas de nouvelle décision d'attribution après reprise de la procédure pour les candidats dont l'offre a été définitivement jugée irrégulière par le juge administratif

Un candidat dont l'offre est définitivement jugée comme irrégulière est dépourvu d'intérêt à agir contre une nouvelle décision attribuant le marché public dont il est évincé.

[Lire la suite](#)

Un pouvoir adjudicateur n'a pas l'obligation de signaler et de réparer l'erreur par laquelle un opérateur se trompe de « tiroir numérique »

Dans l'hypothèse où un soumissionnaire dépose sur une plateforme électronique son offre par erreur dans le « tiroir numérique » d'une autre consultation que celle souhaitée, le pouvoir adjudicateur est dans l'impossibilité de corriger cette erreur par lui-même.

[Lire la suite](#)

Le projet de décompte final remis par un titulaire de marché public de travaux avant le procès-verbal de réception du pouvoir adjudicateur ne déclenche pas le délai de notification du décompte général

Le titulaire d'un marché public de travaux ne peut pas se prévaloir d'un décompte général et définitif tacite si le maître d'ouvrage n'a pas réagi dans les trente jours suivant la réception du projet du décompte final du titulaire dans le cas où celui-ci est établi avant le procès-verbal de levée des réserves.

[Lire la suite](#)



Finances publiques

Présentation du budget de l'Union européenne pour 2024

La Commission européenne a dévoilé le 7 juin 2023 le budget de l'Union européenne pour 2024 : celui-ci est fixé à hauteur de 189,3 milliards d'euros auxquels il convient d'ajouter l'enveloppe dédiée au plan de relance NextGenerationEU.

[Lire la suite](#)

Soutien public au cinéma français - rapport du Sénat

Le cinéma, s'il a toujours fait face aux évolutions technologiques, apparaît menacé depuis la crise sanitaire. Malgré le soutien constant des pouvoirs publics à la production cinématographique, la mission d'information sénatoriale a souhaité dégager des perspectives pour ce secteur culturel et industriel.

[Lire la suite](#)



Marchés

Voyages à forfait et coronavirus : incompatibilité d'une réglementation française au droit de l'Union

La Cour de justice de l'Union européenne, saisie d'une question préjudicielle, a jugé qu'une ordonnance libérant temporairement les organisateurs de voyages à forfait de leur obligation de remboursement intégral était contraire au droit de l'Union.

[Lire la suite](#)

La limitation du nombre de licences de services VTC jugée contraire au droit de l'Union européenne

La Cour de justice de l'Union européenne considère dans un arrêt C-50/21 en date du 8 juin 2023 que la limitation du nombre de licences de services VTC dans Barcelone est contraire au droit de l'Union européenne

[Lire la suite](#)



Questions sociales

Les évolutions possibles de la carte Vitale

L'IGAS et l'IGF ont conduit une mission pour étudier la faisabilité d'une carte Vitale biométrique. Si la mission considère que cette technologie ne permettrait pas d'atteindre les objectifs souhaités

(lutte contre la fraude à l'usurpation d'identité, protection de la santé publique notamment), l'insertion du numéro de sécurité sociale au sein des titres d'identité pourrait être envisagée.

[Lire la suite](#)

L'enseignement privé sous contrat : un rapport de la Cour des comptes souligne ses résultats favorables et fait le point sur la mixité sociale et scolaire

Dans son rapport, la Cour des comptes revient sur l'organisation et le financement de l'enseignement privé sous contrat. Si ce dispositif, majoritairement financé par des fonds publics, bénéficie d'une large autonomie d'organisation, elle souligne toutefois la persistance d'un défaut de mixité sociale et scolaire.

[Lire la suite](#)



La France devient le premier pays européen à se doter d'un cadre juridique de régulation du secteur de l'influence commerciale

La loi n° 2023-451 du 9 juin 2023 visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux crée un cadre juridique complet de régulation du secteur de l'influence commerciale

[Lire la suite](#)

L'Office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication habilitée à émettre des injonctions de retrait des contenus à caractère terroriste en ligne

L'Office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication a été habilitée par décret à émettre des injonctions de retrait des contenus à caractère terroriste en ligne.

[Lire la suite](#)



Emploi

Vers une revalorisation moyenne de 2,5 % des rémunérations indiciaires des agents de la fonction publique

A la suite d'une rencontre avec les organisations syndicales représentatives du personnel de la fonction publique, le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques a présenté, lundi 12 juin 2023, un ensemble de mesures au profit des agents publics notamment pour ceux ayant les plus faibles rémunérations.

[Lire la suite](#)



PUBLIE
RECEMMENT



**PREMIÈRE
MINISTRE** Direction de l'information
légale et administrative

*Liberté
Égalité
Fraternité*



[SUR LE SITE](#)





Toutes nos rubriques



Archives des numéros précédents

Partager



LA DAJ RECRUTE



**Vous souhaitez évoluer au sein d'un pôle
d'expertise juridique reconnu ?
Vous recherchez un emploi qui a du sens,
au bénéfice de l'intérêt général ?
Rejoignez nos équipes !**

Au ministère de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et numérique, mettez votre
talent au service d'une économie forte et durable.

[S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Sébastien Brisard, Susie Bruno, Shirley Du Parc, Audrey Ferdinand, Marie-France Koeffler / Bandeau : Aphanis / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage : Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo : ©JB Eyguesier Conseil d'Etat

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel lettre.daj@finances.gouv.fr.

[Se désinscrire](#)